

# FORUM DE CONSULTATION RÉGIONALE DES EXPERTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Thème: “Renforcer la coopération transfrontalière pour la paix, la sécurité et le développement durable au Sahel et en Afrique de l’Ouest”

Date: 22 et 23 avril 2025

Lieu: Hôtel Prestige Ouaga 2000, Ouagadougou, Burkina Faso

## Communiqué de presse conjoint

**Le Forum des experts de Ouagadougou sur la coopération transfrontalière pour la paix, la sécurité et le développement durable au Sahel et en Afrique de l’Ouest a pris fin sur une note positive et avec de grandes possibilités**

Les 22 et 23 avril, 2025, s’est tenu un Forum régional de consultation des Experts de la société civile sous le thème : “Renforcer la coopération transfrontalière pour la paix, la sécurité et le développement durable au Sahel et en Afrique de l’Ouest”. Ce Forum a été organisé conjointement par le Centre de dialogue international-KAICIID, basé à Lisbonne, au Portugal, EducommuniK, basé à Ouagadougou, au Burkina Faso, et le Centre régional pour l’initiative en matière de gouvernance et de politique de sécurité, dont le siège est à Freetown, en Sierra Leone, en reconnaissance du besoin urgent d’une action coordonnée entre les acteurs étatiques et non étatiques pour relever les défis complexes et interdépendants auxquels sont confrontées les communautés frontalières, en particulier la paix, la sûreté et la sécurité régionales et le développement durable dans les régions du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest.

Le Forum a réuni une quarantaine d’experts de la société civile de différents pays, spécialisés dans les études frontalières, la religion, les autorités traditionnelles, les conflits, la paix et la sécurité, la gouvernance des ressources naturelles et transfrontalières, ainsi que des représentants de partenaires internationaux du développement. Ils ont collectivement réaffirmé le rôle central des cadres de coopération transfrontalière inclusifs, ancrés localement et centrés sur les populations pour lutter durablement contre l’instabilité, le sous-développement et les conflits liés aux ressources dans les sous-régions du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest.

Prenant la parole lors de la séance d'ouverture, le Professeur Serge Théophile BALIMA, Conseiller Spécial à la Présidence du Faso et Patron de la cérémonie d'ouverture du Forum, a exprimé ses profonds remerciements et sa gratitude aux coorganisateurs pour la décision d'organiser à Ouagadougou, au Burkina Faso, le forum régional de consultation des experts de la société civile sur la coopération transfrontalière au Sahel et en Afrique de l'Ouest. « Une bonne gestion de la coopération transfrontalière est incontestablement source de paix, de sécurité et de stabilité. Elle permet les échanges, la compréhension et le développement des activités, offrant une tranquillité d'esprit aux communautés concernées dans leurs multiples activités telles que le commerce, l'élevage, l'agriculture et la transhumance », a réitéré le Professeur BALIMA dans son discours d'ouverture.

Dans le même ordre d'idées, Son Excellence Madame Hawa AW, Secrétaire Exécutive de l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG), a exprimé son appréciation pour l'initiative de convoquer un forum des experts de la société civile sur la question transfrontalière. « La Convention de l'Union africaine sur la coopération frontalière de 2015 - la Convention de Niamey - réitère l'importance d'intégrer les communautés transfrontalières et leurs associations, confessions religieuses et coutumières dans les activités visant à prévenir les crises, les conflits et à résoudre les problèmes transfrontaliers. » a-t-elle conclu dans son discours de clôture.

Soulignant la valeur ajoutée des acteurs religieux, M. Nunez-Vicandi, Chargé de programme Afrique au sein de KAICIID, a déclaré : « Les acteurs religieux et les organisations confessionnelles (OC) peuvent contribuer de manière significative à renforcer la collaboration transfrontalière au Sahel, en tant que messagers de confiance au sein des communautés ; en tirant parti des réseaux religieux transfrontaliers ; en tant que médiateurs qualifiés dans les conflits locaux ; en tant que défenseurs des valeurs partagées ; en s'engageant dans l'alerte précoce ; ainsi qu'en remettant en question les discours extrémistes ; et en promouvant la réconciliation et la guérison sociale. »

En amont du forum de deux jours, le Dr Jonathan Sandy, a déclaré : « La création ou l'établissement de pactes ad hoc de coopération en matière de sécurité et de défense tels que l'Initiative d'Accra (IA), la Force multinationale mixte (FMM) et l'Alliance des États du Sahel (AES), doivent être perçus comme des efforts visant à compléter et à renforcer les cadres internationaux de paix et de sécurité existants plutôt qu'à les concurrencer. De telles initiatives doivent toujours être alignées sur l'Architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine (APSA), en particulier l'évolution de la Force

africaine en attente (FAA) et de ses cinq postes de commandement », a conclu le Dr Sandy, Directeur Exécutif du Centre régional pour l'initiative sur la gouvernance et les politiques de sécurité (RCGSPI).

M. Cyrille GUEL, Secrétaire exécutif de EducommuniK, souligne le rôle important que le paysage médiatique peut jouer pour compléter les efforts de coopération transfrontalière : «Ces dernières années, la manipulation de l'information s'est considérablement accrue en Afrique de l'Ouest et au Sahel, avec la propagation croissante de la désinformation, de la mésinformation, des contenus générés par l'IA et des discours de haine, mettant en péril l'intégration régionale des peuples et la coopération transfrontalière pour la paix, la sécurité et le développement durable. Plus de la moitié de la population de la région est composée de jeunes natifs du numérique qui s'appuient de plus en plus sur les plateformes sociales et Internet comme principale source d'information. Pourtant, la majorité d'entre eux ne possèdent pas les compétences nécessaires pour naviguer de manière critique et éthique dans l'écosystème de l'information et sont donc mal préparés à faire face aux défis et aux menaces liés à la prolifération et à la fusion de la mésinformation, de la désinformation et des contenus générés par l'IA. Il est donc nécessaire, grâce à l'éducation aux médias et à l'information (EMI), d'aider ces populations à développer leur esprit critique à l'égard de toutes les informations qu'elles reçoivent au quotidien, quelle qu'en soit la source, mais aussi à savoir utiliser avec discernement tous les moyens d'information et de communication à leur disposition. »

Les participants au Forum de deux jours ont soulevé les questions clés suivantes au cours des différentes sessions thématiques : l'érosion rapide des liens transfrontaliers traditionnels ; la propagation accrue du terrorisme international et des activités criminelles des groupes armés non étatiques et de leurs réseaux ; la marginalisation de la société civile et des autorités traditionnelles ; le manque d'implication suffisante des femmes et des jeunes en tant que précieux artisans de la paix ; un paysage médiatique et de communication sous-utilisé ; des menaces environnementales accrues et des conflits liés au partage des ressources ; la persistance de la faiblesse des institutions de gouvernance locale et la fragmentation des accords et pactes ad hoc de sécurité et de défense dans la lutte contre le terrorisme et les groupes extrémistes violents, l'abandon de la culture traditionnelle pour renforcer la solidarité et la cohésion sociale dans les communautés frontalières.

Ces défis ont fortement entraîné une augmentation des déplacements de populations et de l'afflux de réfugiés dans les villes et les zones rurales, notamment au Tchad, au Burkina Faso, au Niger, au Nigéria et au Mali. Le risque d'une propagation des

activités terroristes des États du Sahel vers les pays côtiers de toute l'Afrique de l'Ouest, dont beaucoup sont déjà sous pression, est considérable. À cet égard, les participants ont proposé les recommandations suivantes:

### **A. Recommandations générales (pour tous les acteurs)**

- Passer d'une gouvernance transfrontalière centrée sur la souveraineté à une gouvernance centrée sur le transfrontalier ;
- Privilégier la coopération horizontale (Sud-Sud) à la coopération verticale (axée sur les donateurs) ;
- Renforcer ou mettre en place des systèmes conjoints d'alerte précoce et des plateformes de résolution des conflits ;
- Reconnaître et institutionnaliser le rôle de la société civile, notamment des organisations confessionnelles, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes;
- Renforcer le financement de la coopération transfrontalière et des mécanismes de partage des ressources.

### **B. Recommandations gouvernements nationaux**

- Ratifier et mettre en œuvre tous les accords régionaux et continentaux pertinents (par exemple, la Convention de Niamey, le Programme frontière de l'UA) ;
- Doter les commissions nationales des frontières, les collectivités locales, les acteurs religieux et les chefs traditionnels de ressources et d'un pouvoir décisionnel sur les questions transfrontalières ;
- Intégrer la société civile dans la planification et la mise en oeuvre des stratégies de sécurité nationale ainsi que des politiques frontalières ;
- Élaborer et appliquer des protocoles de gestion partagée des eaux et des terres entre les ministères ;
- Investir dans les infrastructures frontalières (santé, éducation, connectivité) afin de réduire la marginalisation ;
- Encourager les États du Sahel et d'Afrique de l'Ouest à renforcer la coopération transfrontalière, comme le prévoit la Convention de Niamey de l'Union africaine sur la coopération frontalière.

### **C. Recommandations aux Organisations Régionales**

- Harmoniser les cadres juridiques et opérationnels de la gouvernance transfrontalière ;
- Faciliter les opérations de sécurité conjointes régionales tout en préservant les droits humains et le contrôle civil ;
- Créer des zones de développement transfrontalières combinant des objectifs

sécuritaires, économiques et environnementaux ;

- Mettre en place des plateformes régionales de partage de données et des formations conjointes pour les acteurs sécuritaires et administratifs ;
- Soutenir les réseaux régionaux d'organisations confessionnelles, de femmes artisanes de la paix et aussi les initiatives de jeunes.

#### **D. Recommandations à l'Union Africaine (UA) et à ses Communautés économiques régionales (CERs) et Mécanismes Régionaux (MRs)**

- Créer un espace pour accroître l'engagement et la participation de la société civile à la mise en œuvre du Programme Frontières de l'UA et de sa Stratégie de gouvernance des frontières ;
- Revitaliser la Force africaine en attente (FAA) avec un mandat adapté aux menaces asymétriques et aux réalités locales ;
- Institutionnaliser la diplomatie communautaire dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) ;
- Assurer le suivi des instruments de l'UA, y compris l'appui technique aux États membres
- Promouvoir la recherche continentale ainsi que le transfert et l'échange de connaissances sur les modèles de coopération transfrontalière réussis.

#### **E. Recommandations aux Organisations de la Société Civile**

- Créer des coalitions transfrontalières de la société civile, incluant des organisations confessionnelles, pour plaider en faveur d'une paix et d'un développement inclusifs ;
- Documenter et partager les pratiques endogènes de résolution des conflits afin d'éclairer les mécanismes officiels ;
- Amplifier la voix des femmes et des jeunes par le biais de récits, de la mobilisation des médias et de formations au leadership ;
- Suivre et rendre compte de la mise en œuvre des accords transfrontaliers et des accords de paix ;
- Participer à la gestion environnementale transfrontalière et au plaidoyer en faveur de pratiques durables.

#### **F. Recommandations aux communautés frontalières**

- Renforcer les comités de paix communautaires et les plateformes de dialogue interreligieux et intercommunautaire ;
- Promouvoir les échanges culturels transfrontaliers pour favoriser la confiance et

la compréhension mutuelle ;

- Exploiter les savoirs traditionnels dans la gestion des ressources naturelles et la médiation des conflits ;
- Mobiliser les jeunes par l'éducation, le renforcement des compétences et des initiatives de solidarité panafricaine ;
- Établir des partenariats avec les gouvernements locaux et la société civile pour co-élaborer des plans de développement.

## Appel à l'action

*Nous exhortons les acteurs étatiques et non étatiques du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à renforcer leur coopération, leur collaboration et leurs partenariats afin de considérer les zones frontalières non pas comme des périphéries d'insécurité, mais comme des pôles d'opportunités, de résilience et d'innovation. La coopération transfrontalière doit passer des paroles aux actes, avec une volonté politique soutenue, des partenariats équitables et la participation active de ceux qui vivent la réalité de ces frontières au quotidien.*

**Fait à Ouagadougou, Vendredi 23 mai 2025**

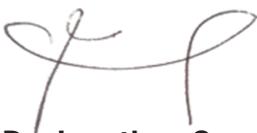
Signé par les partenaires organisateurs du Forum régional de la société civile sur la coopération transfrontalière pour la paix, la sécurité et le développement durable au Sahel et en Afrique de l'Ouest.



**Ambassador António de Almeida-Ribeiro**  
Acting Secretary General  
The International Dialogue Centre – KAICIID  
Rua Castilho 52  
1250-071 Lisbon, Portugal  
Office@kaiciid.org  
+351 211453100



**Mr Cyrille GUEL,**  
Executive Secretary, Educommunik  
Organization Email: [contact@educommunik.org](mailto:contact@educommunik.org)  
and [contact.educommunik@gmail.com](mailto:contact.educommunik@gmail.com)  
Personal Email: [cgem12@yahoo.fr](mailto:cgem12@yahoo.fr)  
WhatsApp: (+226) 75 23 35 92



**Dr. Jonathan Sandy**  
Executive Director, RCGSPI,  
C/O 1 Mudge Farm, Off Sir Samuel Lewis  
Road, Freetown , Sierra Leone.  
+232-76612965